

"Europe: conjurer le mauvais sort" dans Le Monde (23 octobre 1993)

Légende: Le 23 octobre 1993, face aux crises monétaires à répétition touchant le Système monétaire européen (SME), le quotidien français Le Monde détaille notamment les difficultés liées à la mise en place en Europe d'une Union économique et monétaire (UEM).

Source: Le Monde. dir. de publ. LESOURNE, Jacques. 23.10.1993. Paris: Le Monde. "Europe: conjurer le mauvais sort", auteur: Vernet, Daniel.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/europe_conjurer_le_mauvais_sort_dans_le_monde_23_octobre_1993-fr-d1d1baec-8141-4a81-8f8c-df8a25e76858.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

Europe : conjurer le mauvais sort

Au sommet extraordinaire du 29 octobre, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze pourront se congratuler, avec l'entrée en vigueur trois jours plus tard du traité de Maastricht enfin ratifié par tous. Ils ne devraient guère en revanche se féliciter de l'état de la Communauté que le président de la Commission lui-même, avec un pessimisme qui se veut mobilisateur, déplore régulièrement.

Il y a bien sûr « le socle de l'acquis », comme disait Pierre Mauroy dans les beaux jours du socialisme à la française. Le grand marché auquel Jacques Delors rêve d'attacher son nom fonctionne depuis le 1^{er} janvier ; la solidarité entre les régions riches et les régions pauvres de la Communauté s'est développée ; les négociations sur l'élargissement vont bon train, et, malgré l'absence d'un véritable dessein commun, les Douze sont au premier rang de l'aide aux pays de l'Est.

Mais sur la voie tracée par Maastricht les revers se sont accumulés au fur et à mesure que les obstacles juridiques paraissent levés. La récession a provoqué une « renationalisation » des politiques économiques ; les crises monétaires à répétition ont mis à mal le SME, qui devait être la voie royale vers la monnaie unique ; l'impuissance européenne dans l'ex-Yougoslavie a manifesté l'inexistence, sinon l'inanité, de la politique extérieure et de sécurité commune.

Bref, la conception britannique de l'Europe, c'est-à-dire une vaste zone de libre-échange sans charpente politique gagne du terrain. Jacques Delors le reconnaît qui s'efforce de tirer la sonnette d'alarme, mais les tenants d'une « autre idée » de l'Europe sont comme tétanisés, et ce n'est pas le gouvernement français englué dans la mauvaise querelle du GATT qui peut reprendre l'initiative.

Malgré les bonnes paroles prodiguées par le chancelier Kohl, nos partenaires ne comprennent pas que nous puissions risquer une guerre commerciale avec les Américains et une crise grave de la Communauté pour un enjeu « vital » représentant 0,01 % de nos exportations... Et ce alors que certains membres du gouvernement sont les premiers à reconnaître que l'Europe a plus besoin d'un accord que les Etats-Unis et que l'organisation mondiale du commerce que Paris appelle de ses vœux ne peut guère progresser si l'Uruguay Round échoue.

Français et Allemands conjurent le mauvais sort en réaffirmant à toute occasion leur rôle « moteur » dans la construction européenne, mais les pannes sont plus nombreuses que les démarrages en trombe. Aussi longtemps que l'hypothèque du GATT ne sera pas levée, des progrès sont peu probables dans les autres domaines. Ce n'est pas une raison pour ne pas réfléchir à ce qui pourrait être fait ⁽¹⁾.

Comment reprendre la voie de l'Union économique et monétaire après la crise de juillet dernier qui a laissé le SME à l'état de carcasse vide ?

Le traité de Maastricht a fixé des critères et un calendrier. La deuxième phase doit commencer le 1^{er} janvier 1994 avec la création de l'Institut monétaire européen, préfiguration de la future Banque centrale européenne.

Son siège n'a pas encore été décidé, mais les partenaires de l'Allemagne ont sans doute laissé échapper la possibilité qu'il soit installé ailleurs qu'à Francfort ; les Allemands tiennent à la ville de la Bundesbank pour bien montrer que la monnaie européenne - si monnaie européenne il y a - devra être aussi stable et forte que le deutschemark.

Certains experts doutent que l'IME travaille très efficacement étant donné les structures différentes des marchés financiers. L'idée qu'il puisse établir et contrôler la masse monétaire au niveau européen comme le font les banques centrales au niveau national, suppose le problème de l'unification monétaire résolu.

Peut-être mettra-t-il en place alors les instruments d'observation et d'analyse de la conjoncture européenne, ce qui serait le premier pas vers la convergence des politiques économiques. Paris et Bonn pourraient proposer un plan commun au conseil européen de décembre, visant à harmoniser les politiques économiques

par une définition à Douze des objectifs et des moyens de les atteindre, qui ne devraient pas être seulement compatibles mais cohérents d'un Etat membre à l'autre, conformément d'ailleurs à l'article 103 du traité de Maastricht.

Grand désarroi sur la monnaie unique

Le SME était sensé avoir cet effet disciplinaire et centripète sur les politiques économiques; les marchés ont pris acte, pendant les crises de septembre 1992 et de juillet dernier, qu'il n'en était rien. L'idée est donc de reprendre le problème par l'autre bout : la convergence des politiques économiques doit asseoir la crédibilité de la convergence monétaire. L'ironie de l'Histoire veut que, pendant toutes les années du SME, le discours parfaitement inverse a été tenu : un des objectifs des marges étroites de fluctuation (plus ou moins 2,25 % autour du taux-pivot) était de pousser à l'harmonisation des politiques monétaires, financières, budgétaires, et donc économiques, des pays membres et de préparer progressivement une situation où des taux de change quasiment fixes seraient possibles avant le passage à la monnaie unique.

Les Allemands n'étaient pas les derniers à soutenir ces arguments. Depuis août dernier, ils ont radicalement changé; à les entendre, on n'aurait rien trouvé de mieux que les marges de fluctuation larges (plus ou moins 15 % autour du taux-pivot) pour « responsabiliser » les gouvernements et les obliger à mener une politique financière rigoureuse qu'à l'instar de la Bundesbank ils appellent de leurs vœux!

A la question de savoir comment on peut passer d'un système de change quasi-flottants - incompatible à terme avec le marché unique - à la monnaie européenne, les réponses varient et témoignent d'un grand désarroi. Faudra-t-il faire le grand saut du jour au lendemain ? Revenir entre-temps à des marges étroites ? Mais l'espoir d'y parvenir rapidement exprimé au lendemain de la crise de juillet s'est évaporé. Ou bien faut-il reconnaître que le calendrier de Maastricht est irréaliste ?

Actuellement, seul le Luxembourg remplit les conditions du passage à la troisième phase, pour 1997 au plus tôt et 1999 au plus tard. D'autres Etats membres peuvent-ils le rejoindre d'ici là, mais que se passera-t-il si des pays du noyau fondateur se trouvent exclus ? Une parade avait été imaginée : les critères ne seraient pas considérés en termes absolus bien que le traité les précise à la virgule près, seulement « en tendance ». Les pays qui en 1999 seraient « sur la bonne voie » seraient acceptés... Le jugement du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe autorisant le gouvernement de Bonn à ratifier le traité semble exclure cette marge d'appréciation dans la mesure où il indique que le Bundestag devra constater le respect des critères avant la mise en œuvre de la phase III.

Il paraît donc difficile de concilier à la fois les critères et le calendrier; ou bien le calendrier est respecté et les critères interprétés généreusement, ou bien les critères sont rigoureusement tenus et le calendrier devra être vraisemblablement rallongé. C'est cette seconde hypothèse qu'avait privilégiée le chancelier Kohl avant de revenir sur ses déclarations.

Les milieux dirigeants allemands sont en outre divisés sur l'interprétation de la clause d'automaticité prévue par Maastricht en 1999; certains pensent que le respect des critères une fois constaté par le Bundestag, l'Union monétaire entre dans les faits; d'autres soutiennent que les critères une fois acquis, les députés seront souverains pour décider le passage, ou non, à la monnaie unique...

Mini-UEM ou zone mark ?

Cette transparence démocratique est louable; elle n'a pas que des avantages. Pour contrer la spéculation qui ne devrait pas manquer de jouer sur les différences de taux de change quand il en sera encore temps, la monnaie unique devrait être décidée sans avertissement. Les tenants de cette thèse - l'Union monétaire à l'improviste - y voient un argument supplémentaire en faveur d'une mini-UEM, qui devrait être instituée le plus rapidement possible, avec, dans un premier temps, l'Allemagne, le Benelux et la France.

La Bundesbank n'y est pas favorable - où serait le respect de ses chers critères ? - et elle attend encore que la conversion française à la rigueur ait fait ses preuves; elle considère que la baisse des taux d'intérêt a été trop

rapide en France, que la garantie institutionnelle de l'indépendance de la Banque de France est encore insuffisante et que la durée constitue un élément indispensable à la crédibilité monétaire. Les agrégats fondamentaux français ont beau être meilleurs que les allemands, ça n'y change rien. Pour la France, bien qu'elle ait renoncé au rêve de faire du franc une deuxième monnaie-ancre au côté du deutschemark, la petite UEM ressemblerait fort à une entrée formelle dans la zone mark.

Le deutschemark, son rôle et sa signification dans l'imaginaire allemand restent au centre du débat. Comment justifier qu'on sacrifie le deutschemark à une monnaie unique européenne, se demandent nombre de responsables de Bonn, alors que cette Europe est incapable d'arrêter la guerre en Yougoslavie ? Le débat sur l'union politique, sous-traitée dans le texte de Maastricht, ressurgit ainsi avec le cortège de réformes institutionnelles qu'il implique au sein de la Communauté. Le rendez-vous a été fixé à 1996, après les actuelles négociations d'élargissement, mais beaucoup se demandent - à Bruxelles et ailleurs - si on pourra attendre deux ans avant de revoir le fonctionnement communautaire.

Le coût de l'élargissement

Personne n'a encore trouvé la solution permettant une démocratisation et une implication plus directe des citoyens, une représentation équitable des Etats-membres, des droits garantis pour les « petits » pays, tout en évitant la paralysie liée à la recherche du consensus et la formation - au sein de la Communauté - de blocs antagonistes autour de tel ou tel « grand », entre les « petits » contre les « grands », ou encore entre les pays pauvres trop heureux de ponctionner les contributeurs nets.

Or la CE dépensera déjà cette année 25 milliards d'écus (170 milliards de francs) par an au titre de la solidarité régionale; si elle s'élargit aux pays d'Europe centrale qui frappent à sa porte, ce sera 60 milliards annuels avec les règles actuelles de la péréquation. Ce n'est pas une des moindres contradictions des partisans de l'élargissement à tout prix qui craignent une augmentation de leur contribution au budget communautaire autant que l'ouverture des marchés.

Les Allemands se classent cependant parmi ceux-là, pour des raisons politiques et stratégiques qui échappent généralement aux Français. Ils poussent à une adhésion programmée sinon rapide des Etats de ce qu'ils appellent l'Europe centrale - pour eux l'Europe de l'Est commence au Bug -, en rappelant que l'entrée dans la communauté occidentale de la RFA après 1945 a été pour celle-ci la meilleure chance de démocratisation et de prospérité. Si cette situation stratégique n'était pas prise en compte par les partenaires de la CE, l'ancrage à l'Ouest de l'Allemagne pourrait, ajoutent-ils, s'en trouver lui-même affaibli.

Elargissement, institutions, Union économique et monétaire, politique de relance conjoncturelle et de réforme structurelle qui lui sont liées, ces questions ont été abordées par le traité de Maastricht à partir de points de vue qui paraissent aujourd'hui largement dépassés quand elles n'ont pas été simplement ignorées. Le traité maintenant ratifié, les Douze devraient s'attaquer aux vrais problèmes et ne pas s'attacher à la lettre d'un texte que le bon sens populaire considère depuis longtemps, et à juste titre, avec un grand scepticisme.

DANIEL VERNET

(1) Les deuxièmes Rendez-vous d'Evian, organisés par Antoine Riboud, PDG de BSN, et Edzard Reuter, président du directoire de Daimler-Benz, vendredi 15 et samedi 16 octobre, ont permis à des grands patrons et à des hommes politiques allemands et français d'échanger leurs points de vue sur la construction européenne.